

ENQUÊTE MIGRATIONS, FAMILLE, VIEILLISSEMENT

Synthèse des 1^{ers} résultats en **GUADELOUPE**



LA PREMIÈRE ENQUÊTE SPÉCIFIQUE DÉDIÉE AUX DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS D'OUTRE-MER (DROM)

L'enquête « Migrations, Famille et Vieillessement » (MFV) est la première enquête ménage de grande ampleur spécifiquement conçue pour les départements et régions d'outre-mer (Drom). Elle analyse et mesure les mutations sociodémographiques dans chacun d'entre eux. Cette enquête a également été pensée comme un instrument d'aide à l'élaboration et la mise en œuvre au niveau local de politiques sociales et sanitaires adaptées. Forte des enseignements d'une première édition réalisée en 2009-2010 (MFV-1), elle a été reconduite en 2020-2021 (MFV-2) en Martinique, Guadeloupe, Guyane et La Réunion afin de mettre au jour les changements qui s'y sont opérés.

Tout comme MFV-1, cette réédition a été conduite par l'Institut national d'études démographiques (Ined) en collaboration avec l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) qui a assuré l'organisation de la collecte. L'échantillon a été conçu par l'Insee à partir d'un tirage aléatoire stratifié de logements dans les enquêtes annuelles de recensement. En Guadeloupe, la collecte s'est déroulée du 8 janvier 2020 au 30 juin 2021. 3 023 questionnaires ont été collectés (1 247 hommes et 1 776 femmes), constituant un échantillon représentatif de la population âgée de 18 à 79 ans du territoire. En raison de la pandémie de COVID-19, près d'1 personne sur 10 a été interrogée par téléphone.

MIGRATIONS

Une diminution de la part de sédentaires au profit des mobilités courtes

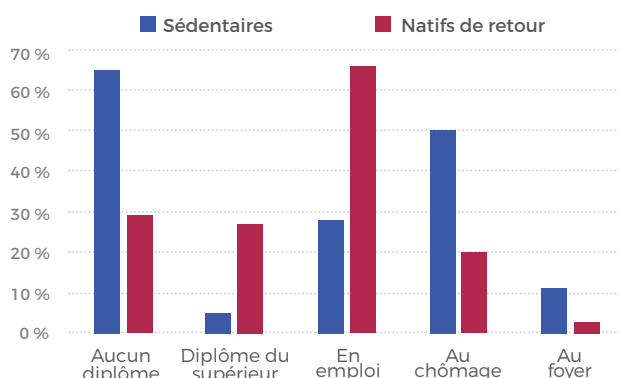
La Guadeloupe est la 3^{ème} région française (après la Martinique et La Réunion) où la part des natifs dans la population demeure la plus élevée. A l'inverse, la mobilité des natifs y demeure importante, et s'est même légèrement accrue cette dernière décennie. En dix ans, la part de celles et ceux qui se sont absents pour un court séjour (moins de 6 mois) a progressé (+6 points, de 50 % à 56 %), entraînant un recul de la part des « sédentaires » qui, à l'inverse, n'ont jamais de toute leur vie quitté la Guadeloupe même pour un court séjour (-3 points, de 15 % à 12 %). Notons également une baisse de 3 points (de 35 % à 32 %) des « natifs de retour », à savoir celles et ceux qui ont effectué un séjour de plus de 6 mois en dehors du territoire.

La très grande majorité de ces « natifs de retour » ont résidé dans l'Hexagone (84 %) au cours de leur dernier séjour durable ; parmi ceux ayant migré en France, 7 % avaient émigré à la Martinique, leur deuxième plus grande région d'accueil. La poursuite des études demeure pour les plus jeunes (18-39 ans) la motivation principale de leur migration de longue durée, et tout particulièrement chez les femmes (63 % contre 32 % des hommes). Cela explique qu'ils comptent (en

2020) parmi les plus diplômés des natifs résidant sur l'île : près du tiers des « natifs de retour » (27 %) détient un diplôme du supérieur.

Mieux formés et plus qualifiés, leur « migration durable » a assurément constitué un avantage à leur retour « au pays » : 66 % des 25-64 ans sont en emploi contre seulement 28 % des « sédentaires » (figure 1).

Figure 1. Caractéristiques socio-professionnelles des natifs « sédentaires » et « de retour »



Lecture : 65 % des natifs « sédentaires » n'ont aucun diplôme, contre 29 % des « natifs de retour ». Champ : natifs de Guadeloupe y résidant au moment de l'enquête (18-79 ans pour le diplôme / 25-65 ans pour l'emploi). Source : Ined-Insee ; enquête MFV2 (2020-2021).

A contrario, ces derniers cumulent les difficultés socio-économiques : les deux tiers (65 %) n'ont aucun diplôme, 50 % se sont déclarés au chômage et 11 % au foyer.

Un retour « au pays » moins difficile qu'il y a dix ans

En Guadeloupe, comme dans les autres Drom, le souhait de retrouver famille et amis demeure la motivation première du retour (29 % des « natifs de retour »). Elle précède le « mal du pays » (22 %) et les « motifs familiaux » (accompagnement d'un conjoint, mariage, éducation des enfants), que mentionnent plus souvent les femmes que les hommes (25 %, contre 12 %). Cependant, ce retour n'est pas exempt de difficultés : près d'un cinquième des Guadeloupéens et Guadeloupéennes concernés (21 %) en ont fait mention, soit un peu moins qu'il y a dix ans (27 %).

La recherche d'emploi est la principale difficulté évoquée (42 % des personnes ayant éprouvé des difficultés), plus souvent par les femmes que par les hommes (49 % contre 36 %). S'y ajoutent pour certains la réadaptation aux habitudes locales (24 % des hommes, 15 % des femmes), et/ou la difficulté à trouver un logement (17 % hommes et femmes confondus). Quoi qu'il en soit, ces « natifs de retour » (âgés de plus de 34 ans) sont moins enclins à un nouveau départ qu'il y a dix ans : à peine un sur cinq (20 %) disent être prêts à un nouveau départ pour un « séjour durable », soit une proportion sensiblement moindre qu'en 2010 (26 %), et les femmes un peu plus que les hommes (23 % contre 18 %).

Des départs à l'étranger plus souvent envisagés par les jeunes qu'il y a dix ans

Dans un contexte fortement marqué par le chômage et la pauvreté, 55 % des jeunes adultes guadeloupéens (18-34 ans) ont déclaré en 2020 être prêts à quitter leur département pour un emploi, autant qu'il y a dix ans. L'Hexagone demeure leur destination privilégiée (71 %) mais ils se distinguent des Martiniquais et Martiniquaises avec une part notable de jeunes envisageant un départ à l'étranger (20 %, en progression de 8 points en 10 ans), au détriment de l'outre-mer français et de la zone Caraïbe.

A l'inverse des autres Drom, les « sédentaires » de Guadeloupe sont moins réticents à un départ pour un emploi que les jeunes ayant déjà vécu des expériences migratoires. Les jeunes femmes le demeurent plus que leurs homologues masculins : seules 48 % d'entre elles y seraient prêtes contre 62 % des jeunes hommes ; un écart qui s'est creusé en dix ans. Plusieurs facteurs peuvent expliquer leur plus grande réticence, et en premier lieu la charge d'une famille qui apparaît comme un des principaux freins à la mobilité : 40 % des jeunes guadeloupéennes (18-34 ans) ont déjà au moins un enfant, contre seulement 15 % des jeunes hommes. Pour elles, les obstacles apparaissent donc nettement plus importants, tant en termes matériels que d'organisation.

55 % des jeunes adultes guadeloupéens (18-34 ans) disent être prêts à quitter la Guadeloupe pour un emploi (en 2020).

FAMILLE

Baisse continue de la fécondité en Guadeloupe

La Guadeloupe a connu une importante baisse du taux de fécondité. Comme en Martinique et à La Réunion, ce sont les femmes nées avant 1970 qui ont porté l'essentiel de ce recul de la fécondité. Celles des générations 1960-69 déclarent avoir eu en moyenne 2 enfants, quand leur mère en a eu en moyenne 6. Les non-diplômées sont celles qui ont le plus contribué à la baisse de la fécondité : passant de 3,5 enfants par femme (générations 1940-49) à moins de 2,7 enfants (générations 1960-69) ; sur la même période pour celles diplômées d'au moins le baccalauréat le recul a été de 2 à 1,9.

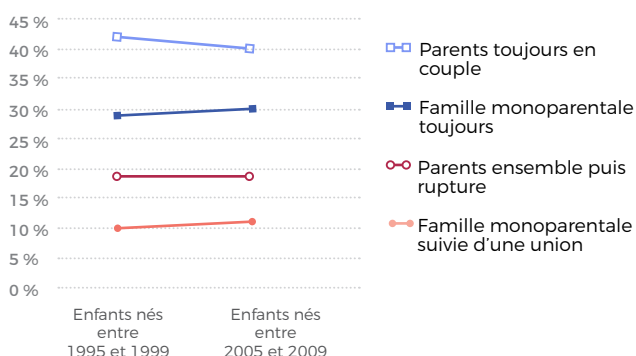
La part de femmes ayant eu au moins un enfant avant 20 ans diminue fortement (6 % de celles nées entre 1990 et 1999, contre 20 % dans les générations 1940-49). Néanmoins la Guadeloupe se distingue par une proportion de mères avant 20 ans dans les générations 1990-99 équivalente chez les non-diplômées et chez les autres. Ce n'était pas le cas dans les générations précédentes.

60 % des enfants guadeloupéens ont connu durant leur enfance (0 - 10 ans) au moins une période de vie monoparentale

L'importance des familles monoparentales - et notamment celles ne découlant pas d'une rupture de couple - est une caractéristique majeure des Antilles. L'enquête MFV en offre une vision originale, en se plaçant du point de vue des enfants. Dans l'Hexagone, la trajectoire la plus fréquente pour un enfant entre 0 et 10 ans est d'être né au sein d'un couple qui perdure tout au long de cette période de vie. Il en va tout autrement en Guadeloupe, où une part très importante des enfants vit les dix premières années de leur vie uniquement avec leur mère (figure 2).

Typique des familles antillaises, cette réalité n'a que peu évolué. En Guadeloupe, elle concerne 29 % des enfants nés entre 2005 et 2009 contre 30 % de ceux nés entre 1995 et 1999. Si l'on y ajoute les trajectoires discontinues (couple puis rupture, ou l'inverse), ce sont au total 60 % des enfants guadeloupéens qui - entre 0 et 10 ans - auront connu au moins une période durable de monoparentalité.

Figure 2. Structure familiale durant les dix premières années de l'enfance selon les générations



Lecture : 30 % des enfants nés entre 2005 et 2009 ont vécu toute leur enfance en famille monoparentale, contre 29 % de ceux nés entre 1995 et 1999.
Champ : enfants des personnes résidant en Guadeloupe au moment de l'enquête.
Source : Ined-Insee ; enquête MFV2 (2020-2021).

Le faible niveau scolaire des mères est une caractéristique prépondérante, souvent associée à des conditions de vie précaires. Parmi les enfants nés entre 2005 et 2009, la part de ceux ayant vécu toute leur enfance en situation de monoparentalité est particulièrement importante chez ceux dont la mère est non-diplômée (41 %). De même, 41 % des enfants dont la mère vit sous le seuil de pauvreté à la date de l'enquête ont une trajectoire de monoparentalité exclusive, contre 22 % des autres enfants.

Décohabitation familiale et parentalité : des trajectoires plus tardives pour les hommes

En Guadeloupe, dès l'âge de 20 ans, les trajectoires de vie diffèrent sensiblement selon le sexe : à cet âge, 77 % des hommes n'ont jamais quitté le foyer de leurs parents ; une situation qui perdure jusqu'à 25 ans pour 59 % d'entre eux. Pour les femmes, les proportions sont respectivement 64 % et 37 % ; la différence est qu'à 25 ans, une part d'entre elles est déjà mère d'au moins un enfant et/ou a connu au moins une union. Dans les générations 1986-1995, 41 % des Guadeloupéennes sont déjà mères à 25 ans contre 14 % des hommes. A cet âge, plus de la moitié (53 %) des hommes guadeloupéens n'a connu aucun des trois événements familiaux qui marquent l'entrée dans la vie adulte : ni décohabitation d'avec les parents, ni mise en couple, ni naissance d'un enfant. Une spécificité particulièrement prégnante chez les hommes antillais.

La part des seniors guadeloupéens (50-79 ans) dont tous les enfants résident en dehors du département progresse

En 2020, parmi les personnes âgées de 50-79 ans ayant au moins un enfant vivant, 64 % expérimentent une situation de « famille à distance » : avec au moins un de leurs enfants résidant en dehors de la Guadeloupe. Cette part a légèrement reculé depuis 2010. Il en va différemment pour celles et ceux dont tous les enfants vivent en dehors du département, dont la part a à l'inverse sensiblement progressé en dix ans (24 % contre 18 %). Comme en 2010, cette expérience de « famille à distance » reste très liée au parcours migratoire de l'individu : 68 % des « natifs de retour » ont au moins un enfant hors de Guadeloupe contre 60 % des natifs sédentaires ; quant à celles et ceux dont tous les enfants sont en migration, leur part est deux fois supérieure parmi les natifs ayant durablement vécu hors du territoire.

41 %

des enfants dont la mère vit
sous le seuil de pauvreté ont une
trajectoire de monoparentalité
durable.

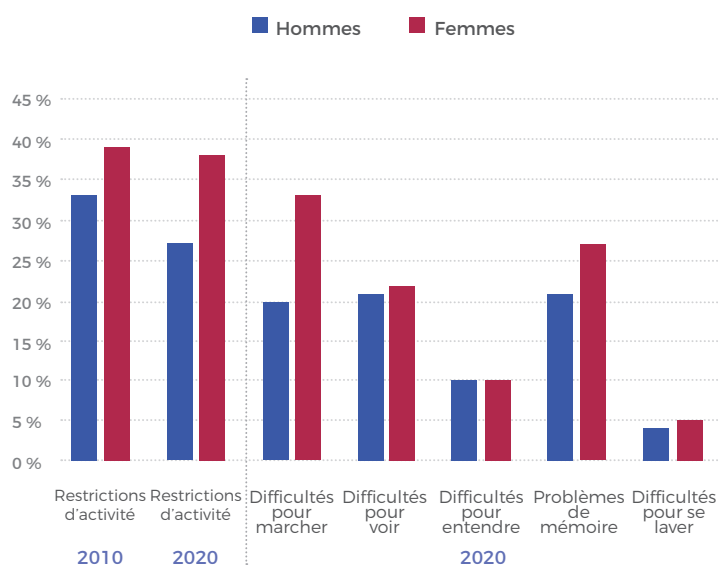


VIEILLISSEMENT ET SOLIDARITÉS INTERGENERATIONNELLES

L'état de santé des hommes âgés s'améliore mais pas celui des femmes

En 2020, 33 % des personnes âgées de 50-79 ans résidant à domicile se déclarent limitées dans leurs activités quotidiennes depuis au moins six mois, en raison d'un problème de santé. Ce résultat témoigne d'une amélioration en dix ans de l'état de santé de la population (un recul de 3 points) mais qui diffère selon le sexe, au bénéfice des hommes (figure 3). La part de ceux déclarant des restrictions d'activité a diminué de 6 points (de 33 % à 27 %) alors que celle des femmes s'est maintenue à 38 %, à la différence de leurs voisines martiniquaises qui ont vu leur situation nettement s'améliorer cette dernière décennie. Les Guadeloupéennes sont donc aujourd'hui celles qui déclarent le plus de restrictions d'activité (5 points de plus que les autres Drom), alors qu'elles étaient les moins nombreuses en 2010. Ce résultat témoigne d'une dégradation de l'état de santé des femmes âgées de 50-60 ans, qui sont un peu plus nombreuses qu'il y a 10 ans à déclarer des restrictions d'activité. À l'inverse, les plus âgées ont bénéficié d'une amélioration de leur état de santé à l'égal de leurs homologues masculins.

Figure 3. Part des personnes de 50-79 ans déclarant un problème de santé



Lecture : en 2020, 27 % des femmes de 50-79 ans qui vivent en Guadeloupe déclarent des problèmes de mémoire.
Champ : personnes résidant en Guadeloupe au moment des enquêtes (50-79 ans).
Sources : Ined-Insee ; enquêtes MFV (2009-2010) et MFV2 (2020-2021).

Les solidarités intergénérationnelles : les personnes âgées reçoivent moins d'aide qu'il y a dix ans

Environ 50 % des femmes et 40 % des hommes en Guadeloupe déclarent aider leurs proches. Ce taux ne diminue qu'après 60 ans et il est toujours inférieur à celui enregistré en Martinique. Cette solidarité a toutefois sensiblement évolué depuis dix ans avec notamment une contribution moindre des hommes de moins de 50 ans (en recul de 10 points), alors que l'on n'observe quasiment pas de différences s'agissant de l'aide apportée par les femmes.

S'agissant de l'aide reçue, le recul est plus net. Il se vérifie à presque tous les âges, et principalement pour les jeunes femmes (seules 30 % des Guadeloupéennes de 20 ans en ont bénéficié en 2020 contre 60 % en 2010). Plus largement, on observe que les Guadeloupéens et Guadeloupéennes (comme les Martiniquais et Martiniquaises) de plus de 60 ans demeurent toujours beaucoup moins aidés que les Réunionnais et Réunionnaises du même âge, et en particulier les hommes. Comme en 2010, l'aide informelle reçue par les plus âgés (de 60 ans ou plus) est quasi exclusivement « non-financière », principalement sous la forme de tâches administratives. Cette aide a diminué depuis dix ans : 20 % des hommes et 23 % des femmes de cet âge en reçoivent une de leurs proches, contre 27 % et 32 % en 2010. Pour les femmes, les aidants sont surtout les enfants, tandis que pour les hommes, le principal pourvoyeur d'aide est la conjointe. Ces différences entre les sexes n'ont pas changé depuis dix ans et tiennent certainement aux histoires familiales souvent marquées de ruptures entraînant l'affaiblissement des liens entre les pères et leurs enfants.

En 2020, seuls 5 % des hommes de 60-79 ans et 7 % des femmes reçoivent des « aides formelles » de professionnels, principalement les personnes ayant des problèmes de santé ; le taux s'élève à 12 % pour celles limitées dans leurs activités quotidiennes, contre 3 % de celles qui ne déclarent aucune restriction d'activité. Les Guadeloupéens et Guadeloupéennes âgés restent donc majoritairement aidés par leurs proches, avec une intervention d'aidants professionnels en complément des aidants informels lorsque l'état de santé de la personne âgée l'exige. Les personnes qui vivent avec un ou des enfants cohabitants font partie de celles qui y ont le plus recours (8 % contre 5 % des personnes dont tous les enfants sont en migration). La présence d'enfants à proximité, qui peuvent évaluer les besoins d'assistance du parent, pourrait être un facteur déclencheur du recours à l'aide formelle.

PLUS D'INFORMATIONS



ined.fr

insee.fr

mfv2.site.ined.fr



@InedFr

@InseeFr

